



**« ATELIER INTER-PROVINCIAL D'ANALYSE CONTEXTUELLE
D'ENSEMBLE SUR LE RECRUTEMENT ET L'UTILISATION
D'ENFANTS PAR LES FORCES ET GROUPES ARMES A L'EST DE
LA RDC ».**

**LIEU : SALLE DES CONFERENCES MONUSCO-BUKAVU, SUD-KIVU,
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)**

JOUR/DATE/PERIODE : Du mardi, 04 /07/2023 au jeudi, 06/07/2023

Le recrutement d'enfants est un crime

TERMES DE REFERENCE (TDR)

Contexte et justification de l'activité

Depuis 1996, 27 ans passés, les acteurs dans le domaine de la protection des enfants mobilisent pour mettre fin au recrutement et à l'utilisation d'enfants (filles et garçons) par les forces et groupes armés.

Alors que des progrès importants ont été enregistrés au cours de ces décennies, sur le plan juridique et normatif, mais aussi de la sortie et du retour de plusieurs enfants dans leurs familles, plusieurs défis sont encore observés.

En province du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, de l'Ituri, du Tanganyika et du Maniema, notamment, plusieurs groupes armés continuent de faire recours aux enfants (filles et garçons) dans leur activisme. Les stratégies de recrutement et d'utilisation d'enfants (filles et garçons) auraient connu des dynamiques et des variances en fonction des conflits armés et de la guerre du M23.

Un des défis importants liés à ce contexte serait l'insuffisance ou l'indisponibilité d'informations ou des données, qualitatives ou quantitatives récoltées et coordonnées (particulièrement celles relatives à la cartographie des groupes armés et une estimation d'enfants recrutés, utilisés ou libérés annuellement), entre les OSC, le P-DDRCS, les Agences de l'ONU, la MONUSCO, les ONG internationales et d'autres structures de protection de l'enfant. L'UNICEF détient une base des données concernant les ESFGA passés par le Programme qu'il soutient auprès des APE partenaires. Celle-ci mériterait d'être revue ou renforcé davantage.

Lors des élections présidentielle et législatives de 2018, des enfants auraient reçu des Cartes d'électeurs alors qu'ils ne sont ni électeurs ni éligibles. Il n'est pas exclu que lors des élections prévues en décembre 2023, le Programme protection de l'enfant se bute aussi à ce problème d'exploitation et utilisation des enfants par les acteurs politiques.

En outre, le phénomène « wazalendo » ou « réservistes » est actuellement en vogue chez les groupes armés congolais, utilisant des enfants en leur sein (en 2021, le ROSCCREGA a essayé de rassembler des données estimatives d'enfants utilisés par ces groupes armés et les statistiques de 2022-2023 seront discutées, estimant les enfants utilisés et les enfants dissociés, lors de cette Rencontre). Une loi, à propos, serait en discussion à l'Assemblée Nationale. Celle-ci devrait apporter des éclaircissements sur l'âge des concernés.

Par ailleurs, depuis décembre 2022, avec le lancement, par la Présidence de la RDC, de la campagne de mobilisation de la jeunesse pour rejoindre les FARDC, des centaines d'enfants (filles et garçons) sont fréquemment dissociés des candidats au recrutement. Actuellement, avec la mise en œuvre du P-DDRCS, une opportunité s'offre d'œuvrer pour la mise en œuvre du segment EAFGA au sein de la Stratégie nationale.

D'autre part, la Section Protection de l'Enfant (SPE) de la MONUSCO reste active dans les activités de prévention, de protection, de réponse, et le plaidoyer, et accompagne les actions du

gouvernement, du P-DDRCS et des Acteurs de protection de l'enfant (APE) sur le terrain en provinces du Sud-Kivu, du Nord-Kivu et de l'Ituri.

L'accès aux forces de l'EAC qui soutiennent les FARDC pourrait être également une opportunité à exploiter dans le cadre du plaidoyer contre le recrutement et l'utilisation d'enfants par les forces et groupes armés.

Ce Projet s'inscrit tout droit dans la nouvelle stratégie nationale du P-DDRCS, particulièrement en son pilier 2 (Rétablissement de l'autorité de l'État) et son segment EAFGA.

À travers lui, le BVES et les autres APE, autour du P-DDRCS et ses partenaires, comptent circonscrire le contexte actuel du recours aux enfants (filles et garçons) et proposer des actions adaptées pour mettre fin au recrutement et à l'utilisation d'enfants soldats.

1. Objectifs de l'Atelier

1.1. Objectif global

L'Atelier vise globalement le renforcement de la protection des enfants affectés par les conflits armés dans les 5 provinces concernés (Sud-Kivu, Nord-Kivu, Ituri, Maniema et Tanganyika).

1.2. Objectifs spécifiques

Spécifiquement, l'Atelier vise à :

- 1°) Réunir les principaux APE et partenaires étatiques et privés au tour du thème central pendant 3 jours.
- 2°) Produire un état des lieux de la situation de recrutement et d'utilisation des enfants (filles et garçons) dans les 5 provinces concernées.
- 3°) Construire une cartographie des groupes armés recrutant et utilisant des enfants (filles et garçons) dans les 5 provinces concernées.
- 4°) Définir des stratégies innovantes adaptées au contexte du moment pour arrêter le recrutement et l'utilisation d'enfants (filles et garçons) par les forces et groupes armés, dans les provinces concernées.
- 5°) Renforcer la coordination interprovinciale autour du P-DDRCS, particulièrement son pilier 2 et Segment « EAFGA » (base des données centralisées ou coordonnées, Cadre Opérationnel DDR enfant et autres défis liés à cette coordination).

2. Principales activités

N°	Activités	Intervenants	Observation
1.	Etat des lieux sur le recrutement d'enfants par les forces et groupes armés Durée : 1 journée	APE sur terrain	Contributions P-DDRCS, UNICEF, Partenaires privés et MONUSCO/SPE
2.	Construction d'une cartographie des GA qui recrutent et utilisent des enfants en 2022 - Méthodologie utilisée dans la collecte des données	- APEC/ROSCC RESGA - P-DDRCS	Contributions de la SPE MONUSCO et d'autres partenaires internationaux en RDC

	- Cartographie des GA et estimation d'effectifs d'enfants recrutés/utilisés au 31/05/2023. Durée : 1 journée		
3.	Elaboration/contextualisation des stratégies d'actions, contre le recrutement et l'utilisation d'enfants par les forces et groupes armés. Durée : demi-journée	- P-DDRCS - APE - SPE/MONUSCO O - Autres partenaires internationaux	Des propositions sont émises, discutées et celles retenues adoptées
4.	Comment fonctionne ou doit fonctionner la coordination ? Ses défis ? les solutions Demi-journée	- P-DDRCS - UNICEF - MONUSCOS PE - ROSCRESG A	- Le GTDDR/Enfants - Le GTPE - Le GTTC - Le Réseau d'APE

3. Participants attendus

N°	Participants	Origine	Observation
1.	P-DDRCS	NK, SK, Ituri, Tanganyika	1 ou 2 personnes/province
2.	APE		
2.1.	Sud-Kivu + Marie	Fizi, Mwenga, Shabunda, Uvira, Walungu, Kalehe, Kabare	Répartition territoriale à préciser
2.2.	Nord-Kivu	Rutshuru, Walikale, Masisi, Beni, Butembo, Nyiragongo	Répartition territoriale
3.	FARDC	NK, SK, Ituri	
4.	MONUSCO/SPE	NK, SK, Ituri	Participation en personnes
5.	ONG Internationales		
5.1.	Call from Geneva	NK	
5.2.	War Child		
5.3.	Save the Children		
5.4.	Autre		
6.	INSO		
7.	CICR		Observateur
8.	WAPA International		
9.	Missions diplomatiques		
10.	Fondation Romeo Dallaire		
11.	EAC/EM	Goma	
	Total /participants		

5. Méthodologie à appliquer

1. Inclusivité et participation active
2. Exposé-critique –adoption d'ensemble

3. Modération sur base d'expérience
4. Participation présentielle et utilisation Teams/conférence VIDEO, avec encouragement des participants qui le peuvent, à s'auto-prendre en charge
5. Secrétariat : rapportage journalier/ adoption d'ensemble du rapport adoption d'ensemble du rapport
6. Approche renforcement des capacités des participants
7. Focus sur les objectifs spécifiques.